

L'art de ne pas être gouverné (Médiapart)

25 février 2013 | Par [Joseph Confavreux](#)



Les Éditions du Seuil viennent de publier en français l'un des ouvrages majeurs de l'anthropologue et professeur de sciences politiques James C. Scott, enseignant à l'Université de Yale. *The Art of Not Being Governed, An Anarchist history of Upland Southeast Asia*, a été traduit sous le titre *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*.

L'anarchisme est, en France, tellement réduit à quelques images folkloriques de drapeaux noirs qu'il ne saurait trouver sa place dans un titre de sciences humaines. Dans le monde anglo-saxon, l'usage du mot « anarchisme » désigne pourtant d'abord une manière de décrire le pouvoir sans s'arrêter aux effets oppressants de la domination ou de l'aliénation, afin de prêter une attention particulière aux modes de résistance et aux possibilités d'émancipation.

Il comporte aussi une volonté de s'affranchir de cadres de pensée et de perception du monde souvent déterminés par les terminologies étatiques. L'anthropologie « anarchiste », dont James C. Scott est un représentant, comme d'ailleurs David Graeber, auteur d'un [ouvrage décapant sur l'histoire de la dette](#) bientôt traduit en français, a ainsi produit quelques-uns des livres les plus stimulants de ces toutes dernières années.

Zomia ou l'art de ne pas être gouverné ne fait pas exception, puisqu'il a pour ambition d'écrire une contre-histoire de la civilisation, en s'appuyant sur l'étude historique des populations de la Zomia, un terme employé pour désigner *grosso modo* les territoires situés à des altitudes supérieures à 300 mètres du Viêtnam, du nord-est de l'Inde, du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande, de la Birmanie ainsi que de quatre provinces chinoises : Yunnan, Guizhou, Guangxi et Sichuan.

Cette étendue de 2,5 millions de km², abritant environ 100 millions de personnes, qui appartient à des minorités d'une variété ethnique et linguistique considérable, est pour Scott « *la dernière région du monde dont les peuples n'ont pas encore été complètement intégrés à des États-nations* ».

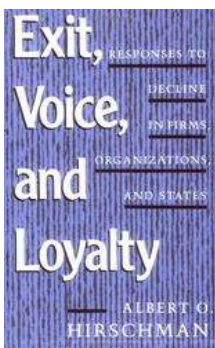


Ce qui fait de la Zomia une région sinon homogène du moins cohérente, précise l'auteur, « *ne réside pas tant dans une unité politique, qui lui fait cruellement défaut, mais dans des formes comparables de divers types d'agriculture collinéenne, dans la dispersion et la mobilité, et dans un égalitarisme brouillon incluant (...) un statut relativement plus élevé pour les femmes que dans les vallées* ».

Pour l'auteur, l'étude de cette zone géographique et de son histoire permet de rajouter un chapitre essentiel au processus de civilisation. « *À une époque où l'État semble omniprésent et inévitable, il est facile d'oublier que, tout au long d'une bonne partie de l'histoire, vivre à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État – ou dans une zone intermédiaire – était un choix, sur lequel on pouvait revenir si les circonstances le justifiaient.* »

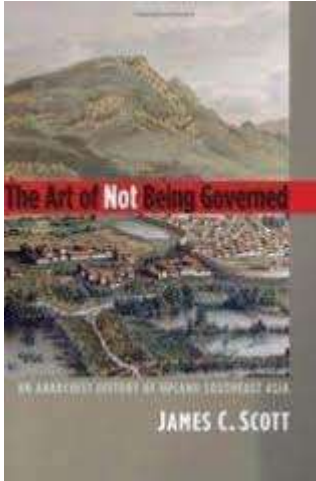
Pour James C. Scott, les peuples des hauteurs doivent en effet « *être approchés comme des communautés de fuyards, de fugitifs, de délaissés qui ont, au cours des deux derniers millénaires, tenté de se soustraire aux différentes formes d'oppression que renfermaient les projets de construction étatique...* ». En confondant le « *barbare* » et le « *non gouverné* », les discours de civilisation n'imaginent jamais la possibilité que des personnes « *choisissent volontairement de rejoindre les barbares* ». De tels statuts sont dès lors stigmatisés et ethnicisés. « *La "tribu" et l'ethnie commencent exactement là où les impôts et la souveraineté s'arrêtent : que ce soit au sein de l'Empire romain ou de l'Empire chinois* », ajoute l'anthropologue.

Tout au long de ce livre massif, James C. Scott défend l'idée que le nomadisme et l'agriculture itinérante ne doivent donc pas être perçus comme des étapes préliminaires du processus de développement, mais avant tout comme des gestes politiques, de résistance ou de fuite, face aux contraintes imposées par les États en gestation.



Exit, Voice, and Loyalty. S'enfuir, protester, accepter. Telle est la tripartition classique définie par Albert O. Hirschman pour désigner les répertoires de l'action collective en cas de mécontentement. En s'intéressant aux peuples qui ont fait le choix du premier terme de la proposition, l'anthropologue cherche à décrire une société de « *marrons* », du nom donné aux esclaves en fuite. Une société échappée de la formation étatique, dans ce qu'elle peut avoir de contraignante en termes d'impôt, de corvée ou de réquisition pour la guerre ou l'économie.

Les États-rizières contre l'agriculture itinérante



Ce qu'il raconte du choix des systèmes de production agricole est passionnant. L'agriculture sur champs permanents a en effet fait l'objet d'une intense promotion de la part de l'État et est, d'un point de vue historique, au fondement de sa puissance. Pour James C. Scott, la concentration de la main-d'œuvre constitue en effet la clef de voûte du pouvoir politique dans l'Asie du Sud-Est pré-moderne, puisque la suprématie militaire requiert un accès aisé à une main-d'œuvre groupée et accessible.

La fixation des populations de manière permanente constitue sans doute, avec la levée des impôts, la plus ancienne activité des États. Or cette concentration de main-d'œuvre n'était envisageable que dans le contexte d'une agriculture sédentaire et compacte, que seule la riziculture pouvait permettre. Au contraire, l'agriculture sur brûlis exige une étendue de terres beaucoup plus importante et contribue par conséquent à disperser les populations.

Contrairement à une vision classique du développement, qui conçoit le passage de l'agriculture itinérante à l'agriculture permanente comme un progrès nécessaire et inévitable, l'étude de cette région montre qu'il ne s'agissait pas d'un processus linéaire ou évident. Plusieurs peuples de la Zomia ont en effet pratiqué des allers-retours entre ces deux modes de production, en fonction de considérations moins économiques que politiques.



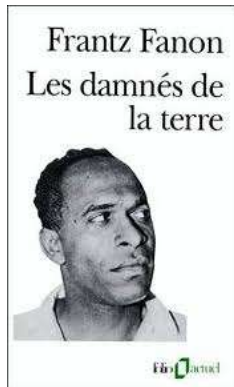
Dans la lignée de l'ethnologue français Pierre Clastres, pour lequel de nombreux chasseurs-cueilleurs avaient pratiqué l'agriculture permanente et vécu en formations étatiques, pour ensuite y renoncer afin de se soustraire à l'assujettissement, James C. Scott estime ainsi qu'à partir « *du moment où on considère les stratégies de subsistance comme des options politiques sélectionnées parmi toute une gamme d'alternatives, la mobilité qu'autorise chaque mode de subsistance revêt une importance singulière. La cueillette et le nomadisme pastoral permettent aux groupes qui entendent se tenir à distance de l'État d'être très mobiles* ».

En outre, l'anthropologue insiste pour distinguer dans la mesure du rendement d'un système de production agricole le rendement réel de ce qu'il reste aux paysans après les réquisitions des royaumes et des États établis dans les vallées. « *Du point de vue des agents du fisc, les récoltes céréalières présentent un avantage décisif sur les tubéreux, par exemple, dans la mesure où elles poussent en surface et arrivent généralement à maturation au même moment. (...) Si l'armée et/ou les percepteurs arrivent sur place alors que les récoltes sont arrivées à maturité, ils peuvent en confisquer tout ou partie.* »

Inversement, les principaux avantages politiques qu'offre l'agriculture sur brûlis sont « *la dispersion de la population (ce qui favorise l'évasion plutôt que la défense), la variété des cultures, l'étalement des récoltes dans le temps et une préférence pour les tubéreux, capables de rester longtemps en terre avant d'être récoltés* ». En effet, la plupart de ces variétés, comme l'igname, les patates douces ou le manioc, échappent à l'appropriation, puisque, une fois mûrs, il est parfaitement possible de les laisser en terre pendant presque deux années, et de ne les récolter qu'en fonction des besoins du moment.

« *Fût-elle menée en termes purement économiques, écrit alors Scott, une évaluation de l'agriculture sur brûlis devrait prendre en compte l'avantage politique que représente le fait d'échapper à l'impôt et à la corvée, ou de rendre moins lucrative toute expédition de pillage.* » Juger que l'agriculture itinérante n'est pas nécessairement la prémisse archaïque d'une agriculture permanente, mais une modalité d'un mode de vie fugitif porté par un choix politique, ouvre une relecture vertigineuse du développement des systèmes de production agricole au niveau mondial.

Il y a ainsi, écrit l'auteur, « *de fortes chances pour que l'agriculture organisée par et pour les États et les entreprises, qui ont pour principal objectif la captation de ressources, soit structurée autour d'un impératif de lisibilité et d'une seule variété cultivée* », comme en ont témoigné les monocultures du bloc communiste ou le coton dans le sud des États-Unis. Ce souci de lisibilité, en grande partie fiscale, a aussi été au cœur des politiques coloniales, afin de rendre les paysages « *inventoriables et accessibles* », notamment avec les plantations de caoutchouc.



Où l'on retrouve Frantz Fanon qui, dans *Les Damnés de la terre*, écrivait : « *La nature hostile, rétive, foncièrement rebelle, est effectivement représentée aux colonies par la brousse, les moustiques, les indigènes, et les fièvres. La colonisation est réussie quand toute cette nature indocile est enfin matée.* » Une politique reprise ensuite, que ce soit par le régime communiste vietnamien ou par la campagne du régime militaire birman contre les Karènes, une opération belliqueuse dirigée contre l'agriculture sur brûlis.

« *De nos jours, explique donc James C. Scott, on justifie l'interdiction de l'agriculture sur brûlis en la faisant passer pour une pratique nocive pour l'environnement, qui détruit la couche superficielle des sols, favorise l'érosion et gâche de précieuses réserves de bois. Cet argument est pour l'essentiel un legs des politiques de la période coloniale et nous savons désormais que ses prémisses sont fausses, excepté dans des circonstances exceptionnelles.* »

Dans le dos du pouvoir

Pour lui, toute tentative de replacer l'histoire des structures sociales et des pratiques de subsistance dans le cadre d'un choix politique délibéré se heurte toutefois « à un puissant récit civilisationnel qui prend la forme d'une séquence historique censée rendre compte du progrès économique, social et culturel ».

Le rejet étatique du nomadisme, dont on a connu des formes contemporaines, prend ainsi une autre dimension à la lecture de l'ouvrage de James C. Scott. « *Lorsque des peuples entiers, juge-t-il, comme les pastoralistes, les Tziganes ou les cultivateurs pratiquant l'agriculture sur brûlis adoptent, par choix, un mode de vie itinérant ou semi-itinérant, ils sont perçus comme une menace collective et sont collectivement stigmatisés.* »



Il rejoint là, sans l'évoquer directement, la thèse du bel ouvrage de l'historien Yuri Slezkine, *Le Siècle juif*, qui décrivait l'opposition structurelle entre une majorité de paysans et guerriers « *apolliniens* » et une minorité de « *mercuriens* », nomades, vulnérables et persécutés entre les peuples guerriers et paysans, dont les Juifs constituaient un emblème.

Cet éloge des vertus émancipatrices de l'altitude et du nomadisme ne se cantonne pas à l'étude des modes de production et d'habitation choisis par quelques populations de cette région morcelée de l'Asie du Sud-Est. James C. Scott inclut dans cette manière de se situer, délibérément bien que silencieusement, dans le dos du pouvoir, ce qu'il désigne comme une propension à l'égalitarisme chez plusieurs peuples de la Zomia, notamment chez les Lamet du Laos.

Alors que « *tout État ayant eu pour ambition de contrôler certaines régions de la Zomia – les administrateurs han dans le Yunnan et le Guizhou, la cour thaïe d'Ayuttaya, la cour birmane d'Ava, les chefs shan, l'État colonial britannique, ainsi que les gouvernements nationaux indépendants –, a cherché à identifier, ou, le cas échéant, à créer des chefferies avec lesquelles il pourrait traiter* ».

L'anthropologue traque également les techniques d'identification de l'État, en montrant que les frontières identitaires sont beaucoup plus poreuses que celles assignées par les administrations. Il rappelle que de nombreux peuples étaient « *amphibies* », en examinant par exemple le cas des Lua/Lawa, « *des agriculteurs itinérants et animistes qui parlent une langue non-khmère chez eux mais qui connaissent aussi le thaï, maîtrisent les techniques agricoles des basses terres et pratiquent le bouddhisme, de telle sorte qu'ils sont capables de devenir thaï en l'espace d'une nuit lorsqu'ils se déplacent vers les vallées* ».

Pour James C. Scott, en définitive, « *la plupart, sinon la totalité, des caractéristiques qui participent à stigmatiser les populations des collines : le fait qu'elles habitent les marges et pratiquent l'agriculture sur brûlis, leur mobilité physique, leur structure sociale flexible, leur hétérodoxie religieuse, leur égalitarisme, et même les cultures non écrites, loin d'être les marqueurs de primitifs que la civilisation aurait laissés derrière elle, gagnent à être envisagées sur le long terme comme des adaptations destinées à éviter à la fois leur capture par l'État et l'apparition de toute formation étatique en leur sein* ».

Parmi ces manières « *d'empêchement de l'État* », il range également l'hypothèse, plus fragile théoriquement, et annoncée comme telle puisqu'elle est développée au chapitre 6 ½, situé entre le chapitre 6 et le chapitre 7, « *d'une conservation stratégique* » de l'oralité et de l'absence d'écriture. « *Si la culture sur brûlis et la dispersion constituent des stratégies de subsistance qui bloquent les tentatives d'appropriation,*

et si la fragmentation sociale et la nature acéphale de l'autorité font obstacle à l'assimilation par l'État, on peut supposer de la même façon que l'absence d'écriture et de textes offre une certaine marge de manœuvre en matière d'histoire, de généalogie et d'identification qui déjoue les pratiques étatiques ».



Il s'agit sans doute du chapitre le plus discuté du travail de James C. Scott. Pour ce qui concerne le monde de l'écrit, on peut certes considérer qu'il est bien un instrument du pouvoir, en se souvenant par exemple de l'incendie des milliers de « *terriers* », les registres contenant les lois et usages des seigneuries, à l'été 1789. Mais on peut affirmer, au contraire, qu'il protège de l'arbitraire, si l'on suit, par exemple, les thèses de l'économiste péruvien Hernando de Soto, selon lequel l'accès à des titres de propriété en bonne et due forme est un des obstacles majeurs au développement des populations pauvres.

« Malaise dans la civilisation »



Statue d'Ibn Khaldun à Tunis

D'autres éléments théoriques et empiriques limitent la portée de l'ouvrage de James C. Scott. Ainsi, s'il se défend de tout déterminisme géographique, son travail n'en paraît pas complètement exempt. Certes, les montagnes ont toujours été des espaces refuges et des asiles de liberté, que ce soit à l'époque de l'esclavage ou pendant les guerres. Comme l'écrivait déjà le philosophe arabe du XIV^e siècle, Ibn Khaldun : « *les Arabes ne peuvent gagner le contrôle que d'un territoire plat* », et ne poursuivent pas les tribus qui se cachent dans les montagnes.

Mais, même si l'anthropologue choisit d'étudier des peuples dont les organisations sociales tendent vers l'égalitarisme, on imagine qu'il existait, au sein des peuples des collines, des formes de gouvernance qui, sans prendre des formes étatiques, n'étaient pas inopérantes ou sans hiérarchie. L'art de ne pas être gouverné ne peut être réduit à celui de ne pas être gouverné par un État.

Comme il le reconnaît lui-même, James C. Scott considère son travail « *sur le massif continental de la Zomia non pas tant comme une étude qui porterait sur les peuples des collines en soi, mais comme une contribution à une histoire globale des populations qui s'efforcent d'éviter l'État ou qui en ont été expulsées* ». Au risque de repérer toujours, dans les cas étudiés, ce qui apporte de l'eau à son moulin et de tordre, à la marge, cette histoire des marges, à force de vouloir lire, entre les lignes, les archives produites par l'État sur ces peuples sans États.

L'anthropologue veut désamorcer par avance les critiques empiriques qui pourraient être faites à son essai en reconnaissant être le « *seul responsable des erreurs contenues dans ce livre* ». Mais sa manière de marteler certaines affirmations, en se répétant parfois, est symptomatique des moments où la thèse politique du livre prend l'ascendant sur les études scientifiques sur lesquelles il se fonde.

Il n'empêche qu'en inversant radicalement la perspective de la construction étatique, James C. Scott lance une sacrée pierre dans le jardin de la civilisation satisfaite d'elle-même. À la lecture de cette copieuse étude, on en ressort avec le sentiment que la « *majeure partie du sens que recouvre le mot "civilisé", c'est-à-dire le fait d'être un "Han", un "Thai" ou un "Birman" convenable, correspond au simple fait d'être un sujet de l'État complètement intégré, dûment enregistré, et s'acquittant de ses impôts. Au contraire, être "non civilisé" exprime souvent l'inverse : vivre hors de portée de l'État* ».

Si on l'accepte, cette théorie provoque un véritable « *malaise dans la civilisation* », en considérant que les peuples des collines de la Zomia ne sont pas « *pré-quelque chose* », mais sont, au contraire, des peuples « *post-riziculture* », « *post-sédentaire* », « *post-sujets* » qui ont fui l'État à l'instar des nombreux Lahu qui, en 1973, quittèrent Kengtung, en Birmanie, pour se réfugier dans les collines, après que leur révolte contre les impôts et les corvées que leur imposait le régime birman eut échoué.

Toutefois, met en garde l'anthropologue, ce qui est dit dans cet ouvrage n'a pas beaucoup de sens pour la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. « *Premièrement, avec l'idée moderne de la souveraineté pleine et entière de l'État-nation sur son territoire et les ressources militaires et administratives qui la rendent effective, les États n'épargnent aucun effort pour projeter leur puissance jusqu'aux frontières des États adjacents. Les zones de souverainetés ambiguës, superposées, ou de non-souveraineté, qui représentaient autrefois presque l'ensemble de la Zomia, se sont de plus en plus rares. Deuxièmement, les fondements matériels des sociétés égalitaires et acéphales – la propriété commune de la terre – sont progressivement remplacés par l'attribution des droits fonciers ou de titres de propriété individuels par l'État. Enfin, la croissance exponentielle des populations des basses terres a entraîné une colonisation croissante des collines, organisée ou encouragée par l'État.* »